

1^{er} bilan du CSA :

Avancées notables sur le genre, prolongement des discussions sur les questions foncières, et inactions irresponsables sur la volatilité des prix

Paris, le 24 octobre 2011. La 37^e session du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) s'est clôturée samedi 22 octobre. Les organisations membres de la délégation de la commission Agriculture et alimentation de Coordination SUD (C2A) se réjouissent des avancées sur les questions du genre, mais déplorent le blocage, notamment par les Etats membres du G20, des négociations, pourtant cruciales, sur la volatilité des prix.

En tant qu'espace de concertation, le CSA « peut permettre des avancées positives pour la sécurité alimentaire mondiale, en se reposant sur les recommandations du Panel d'experts de haut niveau (HLPE) et grâce à la participation active de la société civile internationale. Mais cette 37^e session a montré que le CSA réformé restait fragile et devait être soutenu par les organisations internationales, les Etats et la société civile, s'il entend apporter des solutions efficaces pour la sécurité alimentaire mondiale et le droit à l'alimentation». C'est en ces termes que Laurent Levard, responsable de programme au Gret, analyse le rôle et la marge de manœuvre du CSA.

Point fortement encourageant de cette 37^e session, les Etats ont pris des engagements particulièrement ambitieux concernant l'égalité hommes/femmes en agriculture. Parmi ces engagements, on retiendra : la priorité donnée aux agricultrices paysannes dans les plans d'investissement et de développement agricole, ainsi que les mesures de discrimination positive dans le contrôle des ressources naturelles et dans la prise de décision à tous les niveaux (y compris législatif) concernant l'agriculture et l'alimentation... Pour Antoine Bouhey, de Peuples Solidaires/ActionAid, « ces engagements courageux devront être mis en œuvre au plus vite, tant dans les législations nationales que dans les politiques publiques et les programmes d'aide au développement ».

Autre question traitée durant la semaine, les directives volontaires sur la tenure des terres, des pêches et des forêts n'ont pu être conclues à temps pour être adoptées lors de cette session. Pour Maureen Jorand du CCFD-Terre Solidaire, « la finalisation des négociations sur les directives est déterminante pour lutter durablement contre la faim, car l'incertitude des communautés locales sur leur régime foncier est l'une des causes structurelles de l'insécurité alimentaire. Afin de protéger les droits fonciers des petits agriculteurs, les gouvernements doivent tenir leur engagement d'achever le document rapidement. Le droit à l'alimentation et les droits fonciers des petits agriculteurs devraient toujours avoir priorité sur les investissements fonciers, et c'est en ce sens que les organisations de la société civile poussent les Etats et les organisations internationales ».

En revanche, les organisations de la société civile affichent leur forte déception concernant l'épineuse question de la volatilité des prix. Pour Jean-Cyril Dagorn d'Oxfam France, « les travaux ont été pollués par une poignée d'Etats membres du G20, qui ont veillé à ce que les décisions du CSA sur ce point se limitent à un vulgaire copier-coller de celles du G20 agricole de juin dernier. Une fois encore, les causes profondes de la volatilité des prix, comme la production d'agrocarburants, la faiblesse des réserves alimentaires et les politiques commerciales iniques, sont délibérément mises de côté pour ménager les intérêts économiques des pays les plus puissants. Le G20 vient, hélas, de montrer à nouveau son incapacité à travailler pour et avec les populations les plus vulnérables. »

Après de nombreuses heures de négociations, le blocage de nombreuses propositions et recommandations d'experts par les Etats a poussé la société civile internationale à quitter les

négociations sur la volatilité en fin de réunion plénière du CSA, pour protester contre le déni de son rôle et l'irresponsabilité des Etats face à la gravité de la crise alimentaire dans le monde. Il y a pourtant urgence à prendre des décisions courageuses.

La délégation de la Commission agriculture et alimentation de Coordination SUD au CSA était composée de Clara Jamart (aGter), Maureen Jorand (CCFD Terre Solidaire), Laurent Levard (Gret), Jean-Cyril Dagorn (Oxfam France), Antoine Bouhey (Peuples Solidaires).

Contact presse

Chantal Duray-Soundron, Coordination SUD, duray@coordinationsud.org ; Tél : 01 44 72 03 78

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 130 ONG, dont une centaine via six collectifs (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination d'Agen, CRID, FORIM, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.